

Lycées : changer le logiciel !

par Marie-Christine Blandin, sénatrice, ancienne présidente de la Région Nord-Pas de Calais, Cécile Dufлот, tête de liste d'Europe Ecologie en Ile-de-France, Philippe Meirieu, tête de liste d'Europe Ecologie en Rhône-Alpes

La société française a mal à son lycée et peur de ses lycéens.

Elle a mal à son lycée qui, loin de combler la fracture sociale, l'accroît. Elle a mal à son lycée qui envoie dans l'enseignement supérieur des étudiants peu autonomes, insuffisamment préparés à la recherche documentaire, au travail en équipe, à la pratique de l'écriture longue et aux approches transdisciplinaires. Elle a mal à son lycée, clivé entre des séries et des filières qu'on ne cesse de proclamer « d'égalité dignité », mais dont la hiérarchisation reste tellement inscrite dans les esprits que les élèves des baccalauréats professionnels sont, dans l'indifférence générale, privés de philosophie, écartés d'une réflexion sur le bonheur, l'amour, la mort et l'avenir du monde. Elle a mal à son lycée qu'elle « sanctuarise » par des portiques de détection de métal, des caméras de vidéo surveillance et une inflation de sanctions disciplinaires, quand il faudrait densifier la présence des adultes en son sein, donner aux professeurs des bureaux où recevoir élèves et parents, dégager des temps de concertation pour imaginer ensemble comment partager le goût de savoir et le plaisir d'apprendre, comment transmettre les savoirs à tous et accompagner chacun. Elle a mal à son lycée qu'elle ferme à double tour un jour sur deux dans l'année quand tant d'activités de formation sont condamnées à chercher désespérément un vague local pour les accueillir.

Mais la société française a aussi peur de ses lycéens. Les délégués lycéens sont, bien souvent, élus à la va-vite, privés de formation et cantonnés dans des rôles subalternes : on leur demande leur avis sur l'emplacement des bancs dans la cour... on ne travaille pas avec eux sur les emplois du temps, l'organisation de contrôles, l'importance du tutorat entre élèves, les méthodes efficaces de travail en classe. Malgré de belles initiatives ici ou là, les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté, sont, bien souvent, des coquilles vides ! L'orientation reste massivement vécue comme une sanction. Le retour au lycée après un décrochage ou une première expérience professionnelle est toujours problématique, quand il n'est pas systématiquement écarté. Et chacun sait qu'en France, ceux qui ont quitté l'école le plus tôt bénéficient le moins de la formation continue : il y a de quoi se sentir floué quand on entend, par ailleurs, ressasser le slogan de « l'égalité des chances ».



La société française a mal à son lycée :

- lieu où la fracture sociale s'accroît, la préparation à l'autonomie est insuffisante, les filières et les séries sont d'inégale dignité;
- lieu qu'elle « sécurise » par la vidéo surveillance, les portiques de détection, plutôt qu'une présence accrue d'adultes.

A croire que la société française a peur de ses lycéens!

Et voilà qu'arrive aujourd'hui une nouvelle « réforme ». Elle s'inscrit dans un contexte général de réduction drastique des moyens en personnels, de recours aux statuts précaires, de suppression des budgets pédagogiques nationaux. Elle est concomitante d'une désastreuse disparition de toute véritable formation pédagogique des enseignants. Elle maintient un baccalauréat final qui favorise le bachotage et où, contre tout bon sens et toute véritable exigence, un treize en mathématiques peut rattraper un sept en français... ou vice versa ! Elle propose la mise en place de deux heures d'« accompagnement » hebdomadaires sans toucher à l'organisation traditionnelle « une heure, une classe, un professeur, une discipline, une note »... Le pire est à craindre car cet « accompagnement individualisé » risque d'encourager un système de déversoirs successifs vers des soutiens-prothèses de toutes sortes, jusqu'aux cours supplémentaires payants qui se trouvent ainsi légitimés dans leur existence même.



Le ministre Luc Châtel lance une réforme qu'Europe Écologie refuse car :

- Elle réduit le nombre de postes et les budgets pédagogiques nationaux,
 - Elle fait disparaître la formation professionnelle des enseignants
 - Elle instaure la concurrence entre les établissements, entre les enseignants, entre les disciplines enseignées,
 - Elle détruit les filières professionnelles des établissements publics,
 - Elle accroît le recours aux statuts précaires,
 - Elle renforce les inégalités entre les élèves.
- Une réforme pour que les élèves soient une marchandise et les enseignants des gestionnaires!**

Il est temps de changer de logiciel scolaire ! **Il faut être résolument ambitieux et, dans les perspectives ouvertes par Condorcet et Jean Zay, faire des lycées de véritables « maisons des savoirs, de la citoyenneté et de la formation tout au long de la vie ». Une collaboration étroite entre l'Éducation Nationale et les régions s'impose pour cela.** Elles doivent travailler ensemble au décloisonnement entre la formation initiale et la formation continue, inventer des passerelles entre elles pour que nul ne soit jamais assigné à l'échec. Sans une articulation étroite entre ces deux dimensions gérées aujourd'hui de manière complètement étanche, l'orientation restera un système de tri plus ou moins sélectif et les élèves exclus continueront à se

vivre comme des déchets. Il faut que les lycées intègrent mieux les Greta (centres de formation continue de l'éducation nationale) et s'impliquent dans la validation des acquis de l'expérience : ils pourront alors favoriser les rencontres entre lycéens, adultes en reconversion et apprentis. Dans le même temps, **les lycées doivent devenir des lieux ouverts aux initiatives associatives et culturelles, des espaces d'accueil pour les échanges et les projets intergénérationnels : il ne suffit pas d'en exclure ceux qui y apportent la violence, il faut aussi y introduire ceux qui peuvent contribuer à y tisser du lien social.**

Les professeurs, quant à eux, doivent avoir les moyens de mener une pédagogie où l'on ne se contente pas de «donner des cours» avant d'envoyer les élèves «faire leur travail chez eux». Il faut, au lycée, une pédagogie où l'on apprend en classe et concrètement à faire une dissertation et une expérience scientifique, comme on apprend à usiner une pièce, à élaborer un dossier documentaire, à déclamer un poème ou à mener un débat. **Une pédagogie de l'effort qui ne se contente pas de mettre une mauvaise note à un mauvais devoir, mais donne à chacun les conseils et les moyens d'améliorer, chaque fois, ses résultats. Une pédagogie qui implique les élèves au quotidien, leur confère de vraies responsabilités** et les met en position de proposer au lieu de les encourager à rester dans la passivité et le dénigrement. Cela passe, bien sûr, par un meilleur engagement de l'Etat dans la formation initiale et continue des maîtres, mais aussi par des investissements concertés et rigoureux en matière de politique documentaire, de technologies éducatives, de construction et rénovation des locaux, comme par une meilleure formation et intégration des personnels de service et par des aides ciblées aux initiatives pédagogiques capables de mobiliser les élèves et d'aider à leur réussite.

Le projet d'Europe Ecologie est tout autre et résolument ambitieux :

Il met en avant le partenariat entre le Conseil Régional et l'Education Nationale pour faire du lycée « une maison des savoirs, de la citoyenneté et de la formation tout au long de la vie . » Il propose l'écriture d'un nouvel logiciel scolaire qui favorise :

- La prévention de l'échec scolaire grâce à des passerelles étroitement articulées entre formation initiale et continue,
- La validation des acquis de l'expérience,
- Une meilleure intégration des Greta au sein des lycées,
- La rencontre entre lycéens, apprentis et adultes en reconversion,
- L'ouverture des lycées à d'autres activités (associatives, culturelles ...), échanges et projets intergénérationnels.

Au total, l'Education Nationale et les régions doivent travailler de concert pour faire des lycées de véritables lieux d'apprentissage tout au long de la vie. Ce projet n'est pas utopique : des partenariats prometteurs ont été noués. L'enseignement agricole a beaucoup avancé de son côté. De 1992 à 1998, les Verts, à la tête de la Région Nord-Pas de Calais, avaient mis en place des «lycées de toutes les chances». Mais tout cela reste trop éparpillé et notre pays reste embourbé dans des conceptions archaïques.

Une «réforme» des lycées va être mise en œuvre par le ministère. Mais il y a un autre rendez-vous pour les lycées à l'occasion des prochaines élections régionales. Si les Français donnent aux listes d'Europe Ecologie les moyens d'agir vraiment, dans chaque région, on pourra alors engager une véritable mutation : sortir, enfin, du modèle cloisonné, individualiste, concurrentiel et marchand de la formation initiale et continue pour construire des lycées éco-responsables et éco-citoyens. Des lycées de la solidarité et de l'exigence. Des lycées pour l'avenir.

Le projet d'Europe Ecologie est tout autre et résolument ambitieux :

- un engagement plus volontariste de l'Etat dans la formation initiale et continue,
- un investissement concerté et vigoureux en matière de politique documentaire, technologies éducatives,
- la construction et la rénovation des bâtiments en haute qualité de confort et environnementale, avec de faibles consommations énergétiques,
- une meilleure formation,
- l'intégration et la reconnaissance des personnels de service,
- le maintien des filières de formation professionnelle dans l'Education Nationale,
- la création de postes d'assistants d'éducation en attendant 2012.

Ce n'est pas une utopie!

La région Nord-Pas de Calais avec les Verts à sa tête de 1992 à 1998, a mis en place ses idées avec les « lycées de toutes les chances ».

Les élus Europe Ecologie aux élections régionales de mars 2010, engageront cette mutation vers des lycées éco-responsables et éco-citoyens, des lycées de la solidarité et de l'exigence, des lycées pour l'avenir !

« Les enseignants de la liste Europe Ecologie Haute-Normandie :

Jean-Pierre Girod, Maria Bergeron, Frédéric Weiss, Mihaela Delamare, Jérôme Bourlet, Jacqueline Fihey, Frédéric Malvaud, Véronique Moinet-Hédin, Régis Louvion, Matthieu Amelot, Sophie Martin, Benoît Leclerc, Guillaume Grima.»